

## PRÉFACE

---

**En Afrique, l'essor du numérique** incarné par l'irruption massive de la téléphonie mobile **nourrit l'espoir d'un saut (*leapfrog*) technologique de nature à accélérer la mutation du continent sur la route des Objectifs de développement durable (ODD)**. Comme le rappelle Jean-Michel Huet, cet impact transversal du numérique sur le développement s'affirme avec une intensité sans précédent dans le contexte de la crise liée à la pandémie de Covid-19. Avec un dénominateur commun à l'accélération de ces mutations : les Africaines et les Africains. Car c'est peut-être en Afrique, qui comptera la moitié de la jeunesse mondiale en 2070, que l'avènement d'*Homo numericus* pourrait se cristalliser à l'intersection de trois grands enjeux du développement que sont l'inclusion sociale, l'activité entrepreneuriale et la gouvernance participative.

**L'enjeu de l'inclusion numérique en Afrique prend la forme d'un triple défi d'accessibilité.**

---

**Le premier est de nature matérielle** : le déploiement d'infrastructures doit progresser à la mesure de la démographie africaine alors qu'Internet se démocratise moins rapidement que la téléphonie mobile. Si 81 % de la population dispose d'un téléphone portable, seuls 30 % des habitants se sont connectés à Internet en 2017. Certes, la moitié des habitants des pays d'Afrique du Nord ou de l'Afrique du Sud utilisaient Internet en 2017, mais c'est le cas pour moins d'un habitant sur vingt au Niger ou au Burundi. Par ailleurs, le prix de la connexion à haut débit y restait en 2018 trois fois plus élevé qu'en France, pour des revenus moyens bien moindres. C'est pourquoi la France renforce notre soutien aux projets d'infrastructure numérique en Afrique, avec un doublement de ses financements entre 2018 et 2019 qui sont passés de 160 millions d'euros pour 27 projets financés à 318 millions d'euros pour 35 projets.

**S'ajoute un défi d'accessibilité logicielle :** l'accès des citoyens aux services en ligne de leur territoire requiert de doter chaque citoyen d'un identifiant numérique. Au Nigeria, par exemple, en 2020, moins de 40 % des habitants ont un document officiel d'identité et l'accès aux services sociaux publics et privés, notamment bancaires, reste très inégalitaire. Pour faire face à ce défi, l'État du Nigeria emprunte 430 millions de dollars, dont 100 millions octroyés par l'AFD, pour doter 80 % de sa population, en particulier les femmes et les enfants, d'un identifiant numérique individuel.

**Troisième défi : celui de l'accessibilité pour toutes et tous par la maîtrise des services du Net.** La crise de la Covid-19 a souligné le risque de l'aggravation des inégalités entre ceux qui sont en situation de maîtriser Internet et ceux, souvent les moins favorisés – ruraux ou habitants des quartiers précaires –, moins à même d'en tirer parti. Il s'agit, d'une part, de concevoir des services accessibles à toutes et tous et, d'autre part, d'intervenir auprès des populations vulnérables pour les aider à s'approprier les outils numériques. Au Sénégal, par exemple, où moins d'un adulte sur dix dispose d'un compte bancaire, Oxfam forme 13 000 personnes, dont 9 000 femmes, à l'utilisation du téléphone pour la gestion de leurs finances.

**Ces défis s'inscrivent dans un contexte prometteur de foisonnement des services digitaux et d'un dynamisme entrepreneurial qui pourrait façonner l'économie numérique du continent le plus jeune au monde.**

---

**L'entrepreneur**, au cœur du développement de l'Afrique, **pourrait jouer un rôle prépondérant dans sa transition digitale.** La créativité de la jeunesse africaine pourrait être mise à profit pour créer des innovations locales de développement et éviter de subir l'importation de technologies, parfois prédatrices de données personnelles. C'est le pari de l'initiative Digital Africa annoncée par le président Emmanuel Macron lors de son discours de Ouagadougou en 2017 et au titre de laquelle nous octroyons près de 60 millions d'euros de financement au bénéfice de créations d'entreprises africaines numériques innovantes. Les 7 000 start-up recensées sur le continent suscitent d'ailleurs un intérêt croissant : en 2019, les plus mûres d'entre elles

ont levé plus de 2 milliards d'euros auprès d'investisseurs du monde entier, en croissance de 74 % par rapport à l'année précédente.

Si les créateurs d'entreprise numérique en Afrique restent majoritairement des artisans de l'innovation en situation d'auto-emploi et d'entrepreneuriat de subsistance, **un écosystème se développe pour augmenter leur chance de réussite.** Le nombre de *tech hubs*, d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises croît rapidement (+ 97 % entre 2016 et 2018, passant de 314 à 618 structures). Ces plateformes d'appui apparaissent partout en Afrique, mais se concentrent surtout dans quelques pôles d'innovation : en 2019, cinq villes – Le Cap, Lagos, Johannesburg, Nairobi et Le Caire – accueillent ainsi près de la moitié des start-up du continent.

**Ce mouvement entrepreneurial pourrait avoir un effet d'entraînement et inspirer le secteur public** alors qu'un nombre croissant d'utilisateurs, d'administrés et de consommateurs sont en quête de dématérialisation. **Et inversement, des initiatives publiques peuvent précéder des dynamiques de start-up.** C'est le cas en Tunisie, par exemple. Un prêt de 27 millions d'euros a été accordé par l'AFD à l'État en 2019 pour réduire les inégalités régionales dans l'accès aux soins de spécialité grâce à cinq initiatives de télémédecine, pour moderniser le système d'information de 15 hôpitaux publics (imagerie médicale, dossier médical informatisé...) et pour structurer l'écosystème local de la e-santé.

**Enfin, les communautés de l'*open source* et des « *fabs labs* » ainsi que l'entrepreneuriat en coopérative ouvrent la voie à des modes de gouvernance plus participatifs et collaboratifs.**

**Ces innovations replacent le citoyen au cœur des préoccupations et des expérimentations concrètes.** Au Maroc, par exemple, la crise de la Covid-19 a renforcé la volonté du royaume d'étendre son offre de services publics numériques. L'Agence de développement du digital (ADD) s'inspire de l'expérience de l'incubateur français de start-up publiques<sup>1</sup> pour expérimenter une nouvelle façon de créer des services

.....  
1 beta.gouv.fr

publics avec un objectif : mieux satisfaire les usagers en s'adaptant sans cesse à leurs besoins. Dès lors qu'un problème est rencontré par des citoyens, un fonctionnaire innovant et une équipe d'experts (développeur, designer) interviennent pour concevoir un service numérique *ad hoc* susceptible de le résoudre et démontrer ainsi l'utilité d'un nouveau service public au contact direct des usagers.

**Les communs numériques peuvent même fournir des services inédits là où la puissance publique n'est pas dotée de la capacité suffisante pour les créer.** Par exemple à Accra au Ghana, 80 % des transports en commun sont assurés par des minibus indépendants qui circulent sans cartographie officielle de ces lignes. En 2017, des utilisateurs des minibus ont été formés à la cartographie collaborative : ils apprennent et enregistrent plusieurs centaines de trajets avec le GPS de leur téléphone, identifient les lignes principales et les partagent *via* OpenStreetMap. Les habitants d'Accra disposent désormais d'une carte du réseau de transport urbain et peuvent continuer à la tenir à jour. L'initiative est reproduite dans d'autres villes.

**Pour conclure, l'Afrique s'affirme comme un nouvel épicerie des défis et des innovations du numérique** qu'accompagnent l'Agence française de développement en déployant chaque année la moitié de ses financements sur le continent. En effet, les banques publiques de développement, investisseurs de long terme au plus près du terrain, peuvent contribuer à « accroître l'accès aux technologies de l'information et de la communication », conformément à l'ODD 9.C. Fortes de cette conviction, les 450 banques publiques de développement, réunies pour la première fois à Paris à l'occasion du sommet Finance en commun<sup>2</sup>, se sont d'ailleurs collectivement engagées à faire de la transformation numérique un levier de développement durable qui accélère la mise en œuvre de l'agenda 2030.

Je remercie Jean-Michel Huet, dont je partage la passion pour le développement et l'Afrique, de contribuer par cet ouvrage à un débat essentiel pour l'avenir du continent.

Rémy Rioux,

Directeur général de l'Agence française de développement (AFD)

.....  
2 Ce sommet s'est tenu les 11 et 12 novembre 2020 dans le cadre du Forum de Paris sur la paix.